



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE D'AIGUES MORTES

Envoyé en préfecture le 31/03/2022

Reçu en préfecture le 31/03/2022

Affiché le 31/03/2022

ID : 030-213000037-20220330-ARR2022177-AU



Réf : ARR 2022/N°177/3.5

**OBJET :** REGLEMENT D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA COMMUNE D'AIGUES-MORTES AUX FINS D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE REGULIERE

Le Maire de la commune d'Aigues-Mortes,

**Vu** le Code des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles L 2212.1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire ;  
**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), notamment les articles L 2125-1 et suivants relatifs à l'occupation du domaine public ;  
**Vu** la délibération 91.12.2011 du 15 décembre 2011 portant modalités et procédure d'occupation du domaine public aux fins d'activité professionnelle régulière ;  
**Vu** l'arrêté municipal n°2018-137 en date du 27 mars 2018 réglementant l'occupation du domaine public communal aux fins d'activité professionnelle régulière ;  
**Vu** la délibération 2022-8 /7.1/23-03 du conseil municipal du 23 mars 2022 portant modification des zones et tarifs d'occupation du domaine public aux fins d'activité professionnelle régulière ;  
**Considérant** la nécessité d'adapter la réglementation sur les conditions d'occupation, par les professionnels, des emprises relevant de la voie publique communale,

## ARRETE

### **PREAMBULE - CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT :**

Conformément aux dispositions du CGPPP, notamment les articles L 2122-1 à L 2122-3 et L 2125-1 à L 2125-6 et du code de la voirie routière, notamment son article L 113-2, le Maire, détenteur du pouvoir de police sur le domaine public, est habilité à réglementer les conditions d'occupation de celui-ci, dans les limites fixées par le conseil municipal, et délivrer, par arrêté municipal, les autorisations d'occupation temporaire de ce domaine. Le présent règlement détermine les conditions générales et particulières d'occupation du domaine public sur le ressort territorial de la commune d'Aigues-Mortes.

Il s'applique exclusivement aux occupations consenties à des professionnels disposant d'un local (en propriété ou en location) souhaitant occuper, pour leur activité professionnelle régulière, l'emprise du domaine public situé au droit de leur établissement. Il régit l'occupation du domaine public constitué des voies publiques et leurs abords (places, trottoirs, débords ou délaissés de voie...).

Il ne s'applique ni aux autres catégories d'occupants (commerce ambulant, halles et marchés...) ni au reste du domaine public ou privé communal, relevant de réglementations et autorisations spécifiques.

**L'autorisation d'occupation du domaine public délivrée en application du présent règlement ne vaut pas autorisation au titre d'une autre législation ou réglementation, en particulier relevant :**

- **Du code de l'urbanisme**, pour la réalisation de travaux, extérieurs/intérieurs sur un bâtiment, susceptibles d'être soumis à autorisation devant être sollicitée auprès du service municipal compétent.
- **Du code de la construction et de l'habitation**, pour la création ou la modification d'un Etablissement Recevant du Public, assujetti aux règles de sécurité contre le risque incendie et aux règles d'accessibilité, susceptibles d'être soumises à autorisation devant être sollicitée auprès du service municipal compétent.
- **Du code de l'environnement**, pour la création ou la modification de dispositifs d'enseigne, pré-enseigne, publicité, susceptibles d'être soumis à autorisation devant être sollicité auprès de la préfecture du département, en l'absence de règlement local de publicité sur la commune.
- **De toute autre législation ou réglementation encadrant l'activité professionnelle** de l'occupant (autorisation de débit de boisson ....).

**Il appartient à tout occupant du domaine public de s'assurer préalablement, auprès des services compétents, de la régularité de son activité vis-à-vis de l'ensemble de ces règles.**

## **ARTICLE 1 : DECOMPOSITION DU DOMAINE PUBLIC EN ZONES ET SECTEURS**

Le domaine public dont il peut être permis l'occupation aux fins d'activité professionnelle régulière est délimité en deux zones, « intra-muros » et « extra-muros », au sein desquelles figurent plusieurs secteurs.

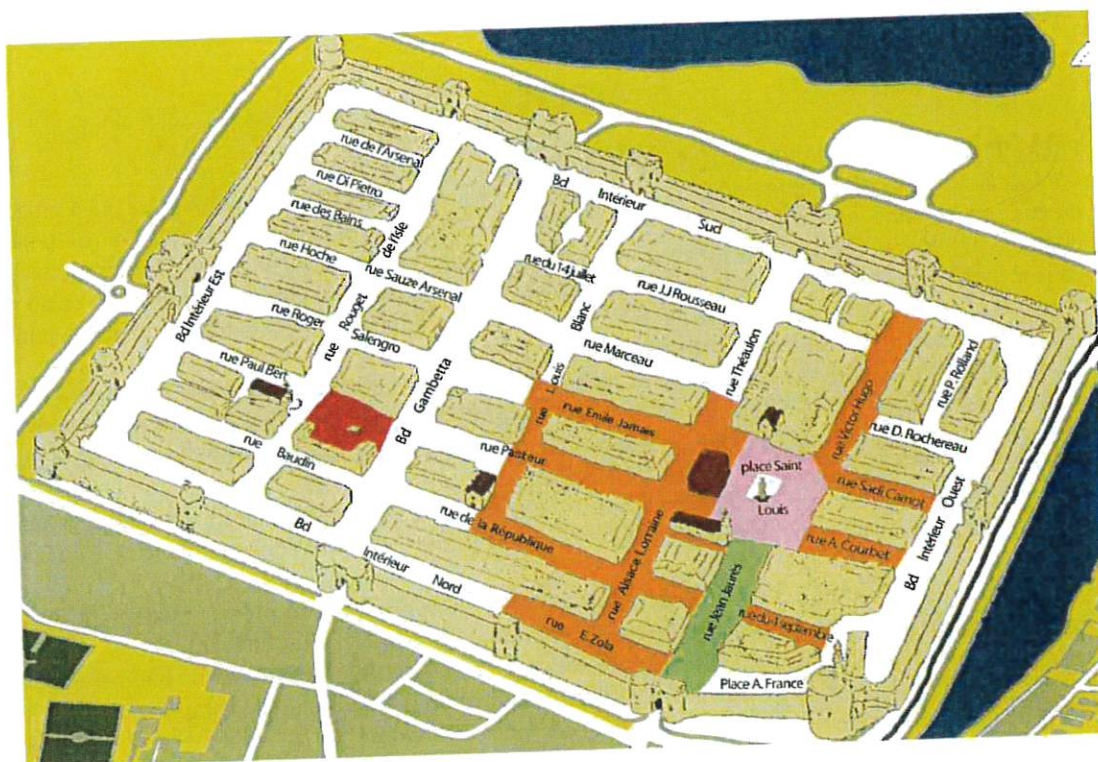
A chaque secteur s'applique un tarif au m2 défini par délibération du conseil municipal ou par décision du Maire, sur délégation du conseil municipal. Le tarif applicable est celui en vigueur au jour de la délivrance d'une autorisation d'occupation du domaine et s'applique pour toute la durée sur laquelle porte cette dernière.

### **1.1. La zone intra-muros :**

La zone « Intra Muros » couvre le domaine public situé dans l'enceinte des remparts de la cité médiévale.

Elle se décompose en cinq secteurs, matérialisés en couleurs différentes sur le plan suivant, définis tenant compte de la densité commerçante et du niveau de fréquentation touristique. Des tarifs différents s'appliquent dans chaque secteur selon la nature de l'occupation (zone couverte et fermée – zone ombragée par des parasols – zone non couverte/ombragée) et la nature du commerce (commerce de bouche – autre commerce) :

1. Place Saint Louis (rose)
2. Grand Rue Jean Jaurès (vert)
3. Zone piétonne (orange)
4. Place de la Viguerie (rouge)
5. Reste de la ville intra-muros (blanc)









## ARTICLE 2 : DETERMINATION DE L'OCCUPATION CONSENTIE SUR LE DOMAINE

Envoyé en préfecture le 31/03/2022

Reçu en préfecture le 31/03/2022

Affiché le 31/03/2022



ID : 030-213000037-20220330-ARR2022177-AU

### 2.1. La superficie de l'occupation consentie sur le domaine est fixée par les critères suivants :

- **Longueur** : elle ne peut excéder la longueur de l'établissement donnant sur ce dernier. Par dérogation, il peut être consenti une occupation excédant cette limite selon les caractéristiques du site (mur aveugle, absence d'autre local professionnel attenant, ...). Cette dérogation n'est accordée que pour la durée de l'autorisation. Elle ne préjuge d'aucun droit à son renouvellement, en particulier en cas d'ouverture d'un établissement qui pourrait prétendre, prioritairement, à l'occupation du domaine public au droit de ce dernier.
- **Profondeur** : elle ne peut excéder la distance comprise entre la façade de l'établissement et l'emprise nécessaire à la circulation publique, en particulier des véhicules d'intervention et secours.
- **Inclusion des espaces de circulation des clients** : les espaces réservés par l'exploitant pour la circulation des clients, entre son mobilier (tables, chaises, présentoirs, ...) et ceux permettant l'accès à son établissement, font partie intégrante de la surface concédée sur le domaine public et donnant lieu à redevance. L'espace réservé à la circulation des clients ne peut être inférieur à 1 (un) m<sup>2</sup>.
- **Dans le cas où des emplacements concédés sont en vis-à-vis**, les autorisations sont accordées équitablement entre les façades des bâtiments, après déduction d'une bande de roulement et d'un couloir réservé à la circulation des piétons et véhicules de secours.

### 2.2. L'autorité communale demeure seule décisionnaire de la superficie de l'occupation consentie sur son domaine, tenant compte des règles, impératifs ou besoins suivants :

- **Réglementation en vigueur en matière de circulation et stationnement**, notamment s'agissant des zones à caractère piétonnier ou non. Sont considérés comme zones piétonnes, toutes voies ou parties de voies, places et espaces faisant l'objet d'un arrêté d'interdiction de circulation et de stationnement automobile de manière continue ou ponctuelle ;
- **Impératifs d'ordre public** dans toutes ses composantes, en particulier s'agissant de la sécurité publique (circulation des véhicules et piétons, ...) et de la tranquillité publique.
- **Besoins de service public** et, de manière plus générale, des **partis pris d'urbanisme et d'aménagement** retenus par la commune s'agissant de la préservation et de la mise en valeur de la Cité d'Aigues-Mortes ;
- **Caractéristiques du site** (largeur de la voie ou place, caractéristiques du bâtiment...);
- **Respect des droits des tiers**, en particulier des propriétaires riverains ;

Ces critères et principes demeurent non-exclusifs d'autres éléments qui pourraient être pris en compte selon les circonstances de temps et de lieux, ainsi que du pouvoir d'appréciation discrétionnaire dont dispose l'autorité communale dans la gestion du domaine public communal.

A la délivrance de l'autorisation, les limites de l'occupation consentie sont constatées, contradictoirement, entre l'occupant et l'agent municipal en charge. En tout état de cause, l'occupant est réputé les connaître, en assurer, et en faire assurer, le respect dans le cadre de son activité professionnelle.

## ARTICLE 3 : DUREE DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION

### 3.1. Durée initiale :

- **Principe** : L'autorisation d'occupation du domaine public est délivrée pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> avril de l'année N et le 31 mars de l'année N+1.  
La demande d'autorisation doit être présentée au moins 15 jours avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année N.
- **Exception** : L'autorisation d'occupation du domaine public peut être consentie, par exception, pour une durée inférieure, en particulier dans le cas d'une ouverture de l'établissement après le 1<sup>er</sup> avril. Dans ce cas, l'autorisation, prend effet au 1<sup>er</sup> du mois en cours et jusqu'au 31 mars de l'année N+1.  
La demande d'autorisation doit être présentée au moins 15 jours avant l'ouverture de l'établissement.

### 3.2. Renouvellement :

L'autorisation d'occupation du domaine public **n'est pas renouvelable par tacite reconduction**. De même, il n'existe **aucun droit au renouvellement** de l'autorisation. La décision de renouvellement relève, exclusivement, du pouvoir discrétionnaire de l'autorité communale. L'occupant doit présenter sa demande de renouvellement au moins 15 jours avant échéance de son autorisation initiale et au plus tard le 31 mars de l'année. A défaut, il est réputé occuper le domaine sans droit ni titre et s'expose à toutes voies de droit, administratives et judiciaires, à son encontre.



## **ARTICLE 4 : REDEVANCE D'OCCUPATION**

### **4.1. Tarifs :**

Les tarifs sont fixés par délibération du conseil municipal ou par décision du Maire sur délégation du conseil municipal en vertu de l'article L 2122-22 du CGCT.

Les tarifs sont ceux en vigueur à la date de délivrance de l'autorisation et valent pour la durée de l'autorisation. Pour l'application des tarifs, il est précisé que :

- **le tarif est appliqué au m<sup>2</sup>** : dans ce cadre, tout mètre carré entamé est considéré comme ayant été concédé en totalité, donc ouvrant droit à la perception de la redevance
- **bénéficient du tarif « annuel »**, les professionnels occupant leur local pour une période égale ou supérieure à un an **et du tarif « saisonnier »**, les professionnels occupant leur local pour une durée inférieure à un an.
- **l'occupant est le redevable légal de la totalité des droits pour l'année en cours**. Il ne peut invoquer la cession de son activité commerciale à un tiers pour diminuer le montant des droits dus, sauf si ce tiers a lui-même obtenu une autorisation d'occupation du domaine pour les mois restant à courir.

### **4.2. Paiement de la redevance :**

- **la redevance est due pour une année, couvrant la période dite de référence du 1<sup>er</sup> avril de l'année N au 31 mars de l'année N+1**, quelle que soit la période effective d'occupation du domaine public par l'occupant ou de fermeture de son établissement.

- **la redevance due est payable d'avance et annuellement**, pour la période de référence ci-dessus conformément à l'article 2125-4 du CGPPP.

- **le règlement s'effectue dans les 15 jours suivant l'envoi du titre de recette** auprès de la Trésorerie en charge du recouvrement.

**Passé ce délai, une majoration de 10% est applicable.**

- La redevance due commence à courir **à compter soit de la date de notification de l'autorisation soit de la date d'occupation du domaine public si elle est antérieure**, conformément à l'article R2125-2 du CGPPP.

Dans le cas où l'autorisation est délivrée après le commencement de la période de référence (avril de l'année N), la redevance **est calculée au 1<sup>er</sup> du mois de l'année en cours et au prorata du nombre de mois restant à courir** jusqu'à l'échéance de cette période de référence, fixée au 31 mars de l'année N+1.

- En cas de retrait de l'autorisation avant le terme prévu, pour un motif autre que l'inexécution des clauses et conditions d'occupation définies par le présent règlement et/ou par l'arrêté d'autorisation d'occupation, la partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période restant à courir est restituée au titulaire, conformément à l'article 2125-6 du CGPPP.

Le non-paiement de la redevance constitue une **cause de retrait de l'autorisation** d'occupation du domaine public. Il constitue également une cause de **refus de renouvellement** de cette autorisation à échéance.

## **ARTICLE 5 : CONDITIONS D'OCCUPATION PRIVATIVE DU DOMAINE PUBLIC**

### **5.1 Règles générales :**

Afin d'harmoniser l'occupation du domaine public et participer à la mise en valeur de la commune, l'occupant du domaine public est astreint aux règles du présent règlement, dont certaines reprennent celle établies par l'Etat dans le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Site Patrimonial Remarquable d'Aigues-Mortes.

**Le mobilier, quel qu'il soit (tables, chaises, présentoirs, portes menus, supports, jardinières ...), doit être choisi conformément à ces règles et au nuancier ci-annexé.**

**Il doit être présenté au service municipal en charge, représentant l'autorité municipale, pour accord préalable.**

Les objets et marchandises exposés **doivent se rapporter à l'activité principale de l'occupant** telle que déclarée dans sa demande d'autorisation. Le mobilier, quel qu'il soit, **doit être installé pendant toute la durée d'occupation dans les limites du périmètre défini et de manière à ne pas obstruer le ou les commerce(s) ou habitation(s) voisin(e)s, entraver la sortie de l'établissement, ou porter atteinte de quelque manière que ce soit (visuelle, sonore ...) aux droits des riverains, à la qualité de l'environnement et du site.**

### **5.2. Dispositions spécifiques à certaines zones :**

**Outre les règles à caractère général qui précèdent, certaines zones sont assujetties à des règles spécifiques :**

**La zone Place St Louis** est constituée de l'ensemble du secteur entourant la Place et définie par les façades des bâtiments et leur prolongement pour les traversées de voirie.

Les panneaux des commerçants sur la Place Saint-Louis ne peuvent être déposés côté Statue.

Un seul porte-menu est accepté côté pourtour de la Place.

Aucun panneau, ardoise ou autre matériel ne peut être accroché ou appuyé sur ou contre les platanes ni sur les mâts ou baleines des parasols, ainsi que sur les barrières qui délimitent les terrasses et la Place.



Les panneaux, pots de fleurs ou tout autre matériel ne doivent pas être déposés sur le trottoir, le revêtement de la voirie ou l'eau, lequel n'est pas concerné par l'occupation du domaine public.

Envoyé en préfecture le 31/03/2022  
Reçu en préfecture le 31/03/2022  
Affiché le 31/03/2022  
ID : 030-213000037-20220330-ARR2022177-AU

Dans la zone piétonne de la Grand-rue Jean Jaurès, la limite d'occupation du domaine public, pour les commerces, s'arrête à l'intérieur du pavé parallèle à la façade.

Outre ces dispositions, ces zones, comme l'ensemble du domaine public, sont soumis aux règles qui suivent :

### 5.3. Règles spécifiques à certains matériels – mobiliers – objets :

#### • PLANCHER ET REVETEMENT DE SOL :

Le sol doit demeurer en harmonie avec le domaine public et le caractère de l'édifice.

**Les planchers et revêtements de bois sont interdits.**

Seuls les planchers et revêtements en bois des terrasses existantes à la date d'entrée en vigueur du présent règlement peuvent demeurer, en l'état.

Ceux-ci doivent permettre, en permanence, l'écoulement des eaux de pluie ou de lavage dans le caniveau.

Ils doivent être démontés dès lors que la fermeture de l'établissement excède quatre semaines consécutives et, dans tous les cas, une fois par an pour assurer l'entretien du domaine public sur lequel ils sont érigés.

Le matériel installé sur les terrasses doit être empilé au plus près de l'établissement et ne doit pas dépasser 1.40 m de haut.

En cas de non-respect de ces dispositions, la structure sera démontée et stockée par les services communaux, aux frais de l'occupant. Dans ce cas, aucune nouvelle installation sur le même site ne sera plus autorisée.

#### • ENSEIGNE

**Sans préjudice de l'application de la réglementation sur les enseignes, relevant du code de l'environnement, et nécessairement, le cas échéant, une autorisation préalable de l'autorité préfectorale compétente en l'absence de règlement local de publicité en vigueur sur la commune, il doit être tenu compte des règles suivantes :**

La création d'une enseigne ne doit pas porter atteinte au caractère de l'édifice et doit être étudiée de manière à respecter et à mettre en valeur la composition architecturale.

Ne sont autorisées que les enseignes dont le texte indique le nom de l'activité exercée, la nature de l'activité, la raison sociale de l'établissement ou le nom de celui qui exerce cette activité.

Les enseignes, en bandeau et en drapeau, doivent correspondre aux besoins stricts de signalisation de l'activité commerciale correspondante.

Un même commerce ne peut disposer que d'une enseigne de chacun des deux types (drapeau et bandeau), à moins que le commerce ne dispose de plusieurs baies, auquel cas il peut placer une enseigne bandeau par baie.

Une enseigne supplémentaire peut être accordée pour les magasins donnant sur deux rues différentes.

##### - **Enseigne drapeau**

Leur nombre est limité à une par établissement et par rue.

La saillie des enseignes en drapeau ne peut excéder 10% de la largeur de la voie avec 1/3 de 1m<sup>2</sup> de surface au maximum dans les rues étroites et 1/2 sur les voies de plus de 8m de large.

Les enseignes (ou sigles) désolidarisées des vitrines et placées perpendiculairement aux façades doivent être de petite dimension ; lorsqu'elles sont opaques elles doivent être étudiées afin de ne pas occulter l'architecture des façades et de ne pas se masquer les unes aux autres.

La partie inférieure de l'enseigne doit être placée à une hauteur supérieure à 2.50 m par rapport au sol. L'enseigne ne doit pas créer une saillie de plus de 0.80 m par rapport au nu de la façade.

Dans le cas de rue étroite, l'enseigne doit laisser un espace libre dans l'axe de la rue d'une largeur minimale de 3.50 m.

Les enseignes sont placées exclusivement entre le rez-de-chaussée et le plancher du haut du premier étage. Elles sont interdites sur les balcons, les étages supérieurs et les toitures.

Les caissons lumineux sont interdits.

##### - **Enseigne bandeau**

Ces enseignes (ou sigles) doivent désigner l'établissement et son limitées à une par façade, placées parallèlement aux façades, et sont constituées d'un simple graphisme de lettre sans panneau de fond. Elles sont installées dans la largeur des devantures en tableau.

Dans le cas des devantures en applique, l'enseigne vient prendre place précisément dans le bandeau.

La pose de lettre en applique sur les maçonneries ou sur les éléments de structure de l'immeuble est autorisée sous réserve que leurs fixations n'endommagent pas les supports et que celles-ci soient posées entre le rez-de-chaussée et l'appui des baies du premier étage.

La réalisation d'enseigne caisson en bandeau lumineux est interdite.

Seules les lettres découpées rétroéclairées sont autorisées.

• PARASOL :

Les parasols sont interdits sauf pour les commerces de bouche.

S'agissant des zones dites « ombragées », correspondant à la place Saint-Louis et la place de la Viguerie, les parasols initialement acquis, installés, mis à disposition des commerçants par la commune, ou qui leur ont été remis en propriété par cette dernière, doivent demeurer **de gabarit et de coloris identiques**.

**Le remplacement d'un ou de plusieurs parasols sur ces zones doit être préalablement soumis, pour accord expresse, à l'autorité communale.**

S'agissant des autres zones, ils doivent être en toile de couleur unie, choisie pour s'intégrer à l'environnement urbain (gris, beige, terre de sienne, ocre jaune, ocre rouge, bistre...).

Dans tous les cas et dans toutes les zones :

- L'occupant assure l'entretien courant des parasols et la maintenance de ses équipements (éclairage...).
- Les parasols doivent être maintenus en constant état de propreté et être utilisés conformément aux recommandations d'usage du constructeur.
- L'occupant **doit souscrire une assurance en conséquence de l'usage de parasols sur le domaine public**, notamment sur les zones « ombragées ». Il assume la responsabilité, et les conséquences y afférentes, de quelque nature qu'elles soient, des dommages ou sinistres, causés ou subis, par ces derniers, quelle qu'en soit la cause ;
- Le gabarit des parasols est adapté pour **ne pas excéder les limites allouées à l'occupation du domaine public**.
- Ils ne doivent porter aucune publicité. Seul le nom de l'établissement peut y figurer.
- Aucun objet ne doit y être suspendu.
- Ils **doivent être rabattus** pendant les périodes de fermeture de l'établissement et, en tout état de cause en cas de vent important. De même, ils doivent être rabattus **ou protégés en cas de demande expresse de la commune**, pour des raisons tenant aux besoins du service public ou de sécurité publique et pendant certaines manifestations (fête votive notamment).

• BACHE :

Aucune bâche ne peut être installée perpendiculairement aux façades sauf en cas de pluie ; celle-ci devra être alors, transparente.

Aucun article ne doit être suspendu aux bâches montantes ou tout autre support (exception faite des façades), ni empiéter hors de la surface concédée.

• STORE :

Les stores peuvent être traités à projection droite ; ils sont réalisés en harmonie avec l'établissement, en toile de couleur unie, conforme au nuancier et intégrés au caisson couvrant la devanture ou sous l'enseigne horizontale. Aucun article ne doit être suspendu aux stores.

• DISPOSITIF DE SEPARATION :

Aucun panneau plein ne peut être utilisé pour matérialiser la séparation entre les surfaces occupées par des établissements différents.

Toute séparation (autre que bâche ou panneau plein) répondant aux normes doit être amovible.

Elle ne peut servir de support à aucun affichage, publicité ou objet destiné à la vente.

Elle ne peut excéder les dimensions de 100 sur 80 centimètres.

Dans tous les cas, tout système de séparation doit faire l'objet d'un accord préalable de l'autorité communale.

• SUPPORT DE PRESENTATION – PRESENTOIRS :

Les présentoirs permettant l'étalage et dépôts de marchandises doivent être installés à l'intérieur des limites du droit d'occupation.

Les présentoirs placés, perpendiculairement aux façades ou contre elles, et dans la limite de 50 cm de largeur, ne peuvent présenter une hauteur excédant 1,40 mètres.

Les présentoirs de cartes postales peuvent avoir une hauteur à 1,80 m à la condition expresse qu'ils soient installés au plus près de la façade du commerce.

• PANNEAU — CARTE DES MENUS :

**Un seul panneau** par commerçant est autorisé (d'une hauteur maximale de 1.40m) à l'intérieur du périmètre d'occupation du domaine public.

**Un seul support de présentation** de la carte des menus occupant un espace au sol de 100 sur 80 cm est autorisé pour les commerces de bouche à l'intérieur du périmètre d'occupation. Aucun support de menu ni présentoir ne sont tolérés sur les tables de restaurants.



Les supports lumineux de menu doivent être alimentés par une tension max  
lumière fixe et monochrome.

Envoyé en préfecture le 31/03/2022

Reçu en préfecture le 31/03/2022

Affiché le 31/03/2022

ID : 030-21300037-20220330-ARR2022177-AU



- **MANNEQUIN :**

Il n'est autorisé qu'un seul mannequin sur pied, en façade tous les 2 mètres par magasin, avec un maximum autorisé de 8 mannequins par établissement.

Les mannequins sur pied sont autorisés contre le mur. Les mannequins mesurant plus de 1m40 doivent être placés, parallèlement, le long de la façade afin de ne pas obstruer la visibilité des autres commerces.

L'accrochage de mannequins en façade est interdit.

- **DISPOSITIF SONORE, LUMINEUX, ELECTRIQUE, CHAUFFAGE...**

Pour des raisons de sécurité, aucun matériel électrique (sonore, lumineux ou de chauffage), ne doit être utilisé dans l'emprise de l'autorisation accordée.

Ne sont tolérés pour les métiers de bouche que les systèmes de chauffages au gaz répondant aux normes NF et CE avec un système de coupure automatique.

Les éclairages sont autorisés sous les parasols. Les éclairages de couleur demeurent interdits.

Aucun éclairage ne doit être accroché aux stores.

Seuls les projecteurs fixes reliés au réseau boîtier, et non par prise, sont tolérés.

Dans tous les cas, le matériel doit être conforme aux normes en vigueur.

- **DEMEURENT INTERDITS SUR LE DOMAINE PUBLIC LES MOBILIERS, MATERIELS, OBJETS SUIVANTS :**

- Les supports, panneaux, ou autres installations occultant les vues et perspectives, notamment sur les commerces mitoyens ;
- Les appareils de réfrigération (type appareil à glace, banque réfrigérante de conservation, ...),
- Les matériels de distribution de produits ou toutes installations permettant la cuisson, friture et préparation d'aliments ;
- Les comptoirs de vente directe sur le domaine public, même provisoires ;
- Les jeux (type flippers, baby-foot, voitures,...) électriques ou mécaniques ne sont pas acceptés.
- Les drapeaux et oriflammes (pas de publicité sur pied) ;

### 5.3. ORDRE PUBLIC ET PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC

- **SECURITE :**

Toutes installations érigées sur l'emplacement autorisé doivent être démontables et disposées de façon à :

- laisser le **libre accès aux engins de secours** destinés à la protection des personnes et des biens (bande de roulement de 3 mètres minimum entre la limite de l'emprise du domaine occupé et la bordure de trottoir) ;

- préserver la **libre circulation du public et l'accessibilité** pour les personnes à mobilité réduite,

- permettre l'**accès des riverains aux propriétés privées** ;

Les éventuelles détériorations des installations implantées sur l'emplacement autorisé, causées par les services de sécurité agissant dans le cadre de leur mission, ne sauraient en aucun cas être imputables à l'autorité publique et restent à la seule charge du permissionnaire.

- **TRANQUILLITE :**

Les **activités sonores amplifiées ou non, sont interdites** sur le domaine public, sauf accord préalable et exceptionnel de l'autorité municipale. L'occupant use du domaine public dans le respect de la tranquillité publique, sans causer de nuisances sonores ou autres, qui troublerait les droits des tiers, voisins de son établissement.

- **SALUBRITE :**

- L'emplacement autorisé doit être tenu par l'occupant en constant état de propreté.

- les installations sur le domaine public, en particulier les terrasses dûment autorisées avant l'entrée en vigueur du présent règlement, doivent être retirées périodiquement afin de pouvoir nettoyer les surfaces qu'elles recouvrent (1 fois par an minimum).

- Tous les commerces de vente à emporter doivent impérativement planter une poubelle de dimension suffisante et dépourvue d'annonces publicitaires à l'intérieur du périmètre faisant l'objet de l'autorisation.

Les containers à déchets mis à disposition, ne peuvent être déposés sur le domaine public que la veille au soir du jour de la vidange.

Les poubelles doivent être impérativement enlevées dans la matinée après le passage de la benne collectrice.

Après le passage de ces véhicules, il est interdit de déposer tout nouveau récipient sur les trottoirs ou sur la voie publique.





- **CONSERVATION DU DOMAINE :**

L'occupant prend le domaine public mis à disposition dans l'état où il se trouve. Il est réputé en connaître les avantages et inconvénients, pour les avoir vus et visités préalablement. En conséquence, aucune réclamation de sa part ne peut être admise sous quelque motif qu'il soit. Il veille à la conservation du domaine en son état initial, pendant toute la durée de son occupation, et le restitue en cet état à échéance de l'autorisation, quel qu'en soit le motif. Toute dégradation du fait de son activité sur le domaine fera l'objet d'une remise en état à ses frais exclusifs. Il avise immédiatement le propriétaire de tout fait ou dégradation, quelle qu'en soit la cause et/ou les auteurs, susceptible de porter préjudice au domaine public occupé et/ou aux droits du propriétaire. Il use des lieux mis à disposition exclusivement pour un usage conforme à l'activité professionnelle déclarée.

**Aucune fixation (bâche, dispositif de séparation....) par perçage au sol n'est autorisée sur le domaine public.**

**Tout projet de travaux ou aménagements, même mineur, doit faire l'objet d'une autorisation préalable écrite de la commune propriétaire, sans préjudice des autorisations à obtenir au titre d'autres réglementations.** Dans ce cadre, tous travaux ou aménagements réalisés sur le domaine public, et non détachables de ce dernier, deviendront, sans indemnité, propriété de la commune au terme de l'occupation. Tous travaux, aménagements faits sans autorisation préalable feront l'objet d'une remise en état ou d'une indemnisation à concurrence du montant dû au propriétaire pour cette remise en état. **La commune propriétaire conserve un droit de visite et d'accès permanent** au domaine public mis à disposition, au bénéfice de ses représentants, agents ou intervenants (contrôle, entretien, réparation...). **La commune propriétaire entreprend tous travaux nécessaires** sur le domaine public mis à disposition sans que l'occupant ne puisse prétendre à aucune indemnité, peu importe la durée et la raison de ces travaux. Elle en informe préalablement l'occupant, notamment si ces travaux, par leur nature ou durée, provoquent une perte de jouissance des lieux entravant gravement son activité. Les parties s'accordent, le cas échéant, sur la période la plus propice à la réalisation de ces travaux, étant précisé que le refus de l'occupant peut constituer un motif de retrait de l'autorisation.

#### **ARTICLE 6 : RESPONSABILITES / ASSURANCE**

L'occupant supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature, causés par lui-même, ses préposés et toute personne effectuant quelque intervention que ce soit pour son compte. Il est responsable des conséquences dommageables du non-respect des dispositions du présent règlement et de l'autorisation qui lui est délivrée, de son fait, ses préposés et toute personne effectuant quelque intervention que ce soit pour son compte ou par les biens qu'il a sous sa garde. Il répond personnellement des recours des tiers.

L'occupant contracte toutes assurances nécessaires auprès d'organismes d'assurance notoirement solvables pendant toute la durée de la convention, assorties d'une limite de garantie satisfaisante au regard de son activité et de l'exercice de celle-ci sur le domaine public occupé. Les assurances souscrites garantissent les biens mis à disposition des dommages pouvant survenir (risque d'incendie, dégât des eaux, ...) ainsi que la responsabilité civile de l'OCCUPANT en raison de l'occupation, l'utilisation et l'exploitation des biens communaux.

#### **ARTICLE 7: MODIFICATION DE L'AUTORISATION**

L'autorisation peut être modifiée unilatéralement et sans indemnité par l'autorité municipale pour des raisons tenant aux nécessités de service public, de gestion domaniale, d'ordre public ou en cas de force majeure. Elle peut être modifiée dans les mêmes conditions en cas de manquement aux dispositions du présent règlement ou de l'autorisation d'occupation. La modification du périmètre de l'emprise dont l'occupation est accordée sur le domaine public emporte modification du montant de la redevance en conséquence, au mois de référence.

#### **ARTICLE 8 : SANCTION DU NON RESPECT DE L'AUTORISATION :**

En cas de manquement au respect des dispositions du présent règlement, une somme forfaitaire de 100 €/jour/manquement sera perçue au profit de la commune. Cette disposition s'applique à tout manquement, quelle qu'en soit la nature, en particulier en cas de non-respect des limites de l'autorisation accordée. Tout manquement, qui serait constitutif d'une infraction pénale, peut par ailleurs faire l'objet de poursuites administratives et judiciaires.



En particulier, le fait pour toute personne de placer sur une voie ouverte abords immédiats un objet ou un dispositif de nature à apporter une entrave ou à obtempérer aux injonctions adressées, en vue de l'enlèvement du dit objet, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

Outre ces sanctions, l'occupant s'expose à ce qu'il soit mis fin à son autorisation avant son échéance et/ou à ce que les manquements constatés justifient le non-renouvellement de son autorisation à échéance.

### **ARTICLE 9 : FIN L'AUTORISATION D'OCCUPATION**

L'autorisation d'occupation accordée sur le domaine public prend fin à l'échéance fixée par arrêté municipal. Le maintien dans les lieux, après cette échéance et sans renouvellement expresse de cette autorisation, est considéré comme une occupation sans droit ni titre, exposant l'occupant à toute action, administrative ou judiciaire, à son encontre.

Par dérogation, l'autorisation d'occupation du domaine public peut prendre fin, de manière anticipée, dans les cas et selon les conditions ci-dessous :

#### **A l'initiative de l'autorité communale :**

- Pour tout motif d'intérêt général ou d'ordre public, besoin de service public, de gestion domaniale, cas d'urgence ou de force majeure.
  - Hors cas de force majeure ou d'urgence avérée, l'autorité communale informe l'occupant, par recommandé avec accusé de réception ou par voie administrative, qu'il dispose d'un délai de préavis de 30 jours, à compter de la notification pour libérer le domaine occupé.
  - En cas de faute de l'occupant, résultant de l'inexécution d'une des obligations qu'il tient du présent règlement ou des obligations légales et réglementaires qui s'imposent à son activité sur les lieux occupés, notamment en cas de refus ou de retrait des autorisations administratives nécessaires.
- Dans ce cas, l'autorité communale peut mettre fin à l'autorisation d'occupation, après mise en demeure notifiée par recommandé avec accusé de réception ou par voie administrative, demeurée sans effet dans le délai fixé, et sans indemnité quelle qu'elle soit.

Conformément à l'article 2125-6 du CGPPP, en cas de retrait de l'autorisation avant le terme prévu, pour un motif autre que l'inexécution des clauses et conditions d'occupation définies par le présent règlement et/ou par l'arrêté d'autorisation d'occupation, la partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période restant à courir est restituée au titulaire. Dans les autres cas, elle demeure acquise.

La décision de mettre fin, de manière anticipée, à l'autorisation d'occupation consentie sur le domaine public prend la forme d'un arrêté notifié à l'occupant.

#### **A l'initiative de l'occupant :**

En cas de cessation de son activité, la redevance versée demeure acquise, sauf si celle-ci est reprise, sous quelque forme que ce soit, par un autre exploitant qui obtient une autorisation d'occupation sur l'emprise du domaine en question. Dans ce cas, la redevance est due par ce dernier au prorata des mois restant à courir sur la période de référence.

### **ARTICLE 10: ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2022.

Toute réglementation antérieure est abrogée.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de la Police Municipale et tous les agents habilités sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Madame la Préfète du Gard.

Fait à Aigues-Mortes le 30 mars 2022

**Le Maire,**  
**Pierre Mauméjean**

Certifié exécutoire compte tenu des :  
Date de transmission en préfecture  
Affichage le 31/03/2022





# "Figues-Mortes Label"

ENSEIGNES  
PEAUX  
CIRCULAIRES

## 1 PAR BOUTIQUE

DIMENSION AUTORISÉE  
COULEUR

H : 100 CM L : 40 CM

FOND, CALLIGRAPHIE, 3 COULEURS

PHOTOS OU PRODUITS INTERDITS

MATÉRIAU

FER ET TOILE OU BOIS

HAUTEUR DE LA FIXATION

LA PARTIE BASSE à 250 CM, LA PARTIE HAUTE à 400 CM

COULEURS AUTORISÉES:

ENSEIGNES  
SUR FACADE

## 1 PAR BOUTIQUE ET SEULEMENT TROIS COULEURS

DIMENSION AUTORISÉE  
COULEUR

H : 100 CM

FOND, CALLIGRAPHIE, 3 COULEURS

PHOTOS OU PRODUITS INTERDITS

MATÉRIAU

BOIS PEINT

HAUTEUR DE LA FIXATION

AU DESSUS DE LA VITRINE

ROUGE  
ECRU  
BEIGE  
MARRON  
GRIS  
NOIR

ENSEIGNES  
MURALES

## 1 PAR BOUTIQUE ET SEULEMENT TROIS COULEURS

DIMENSION AUTORISÉE  
COULEUR

H : 150 CM

L : 100 CM

3 COULEURS

PHOTOS OU PRODUITS INTERDITS

PLEXI TRANSPARENT NEUTRE

BOIS PEINT

HAUTEUR DE LA FIXATION

MAXI: 250 CM

SI VOUS OPTEZ  
POUR LES TROIS  
ENSEIGNES  
LES TROIS COULEURS  
CHOISIES  
DEVRONT ÊTRE LES MÊME

ECLAIRAGE

## 2 PAR ENSEIGNE

INDIRECT

PAS DE NÉONS

PAS DE COULEURS D'AMPOULES

LA PARTIE MÉTALLIQUE DU SPOT DEVRA ÊTRE DE COULEUR MARRON OU GRISE (PAS DE BLANC)

SUR LES TROIS  
SUPPORTS



